



Pouvoir Adjudicateur :

**Université de Bretagne Occidentale
Présidence - Service de la Commande Publique
3, rue Matthieu Gallou - C.S. 93837
29238 BREST CEDEX 3
Télécopie : 02.98.01.60.01**

Accord-cadre n° 2026-004 ACB

ACCORD CADRE DE FOURNITURE

C.C.A.P.

**FOURNITURE, POSE ET RACCORDEMENT DE MOBILIER DE
LABORATOIRE**

SOMMAIRE

<i>Article 1^{er} : Objet du contrat - dispositions générales</i>	1
<i>Article 2 : Prix du contrat</i>	2
<i>Article 3 : Modalités de règlement des comptes</i>	3
<i>Article 4 : Clause d'insertion professionnelle</i>	6
<i>Article 5 : Délai d'exécution</i>	6
<i>Article 6 : Pénalités</i>	7
<i>Article 7 : Sécurité et protection de la santé</i>	8
<i>Article 8 : Dispositif de lutte contre le travail dissimulé</i>	9
<i>Article 9 : Réalisation des ouvrages</i>	9
<i>Article 10 : Implantation des ouvrages</i>	10
<i>Article 11 : Études d'exécution et cellule de synthèse</i>	10
<i>Article 12 : Installation et organisation du chantier</i>	11
<i>Article 13 : Gestion des déchets de chantier</i>	11
<i>Article 14 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier</i>	13
<i>Article 15 : Réception des travaux</i>	14
<i>Article 16 : Garanties et assurances</i>	15
<i>Article 17 : Résiliation du contrat</i>	15
<i>Article 18 : Clauses complémentaires</i>	15
<i>Article 19 : Droit et langue</i>	16
<i>Article 20 : Dérogations aux documents généraux</i>	16

Article 1^{er} : Objet du contrat - dispositions générales

1-1 – Objet du contrat

La présente consultation concerne les prestations de fourniture, pose et raccordement de mobilier de laboratoire, réalisées sur les campus universitaires de l'Université de Bretagne Occidentale (sites de Brest, Quimper, Morlaix) et des INSPE de Bretagne (Saint Briec, Vannes et Rennes)

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le C.C.T.P. et ses annexes.

1-2 – Structure et forme du contrat

Le contrat est passé en appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un accord-cadre mono-attributaire, s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, sans montant minimum et avec montant maximum.

Les prestations ne font pas l'objet d'une décomposition en lots

Lot unique	Fourniture, pose et raccordement de mobilier de laboratoire sur les sites de l'UBO situés à Brest, Quimper, Plouzané, Morlaix, Saint-Brieuc, Vannes et Rennes : Accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et avec montant maximum de 400 000 € HT
------------	---

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

1-3 - Pièces constitutives du contrat

Les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021.
- Les bons de commande émis pour l'exécution de l'accord cadre
- Le mémoire technique du candidat

1-4 – Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée de 12 Mois à compter de la notification du contrat. Il est reconductible tacitement trois (3) fois par tranche successive de 12 mois et pour une durée totale ne pouvant excéder 48 mois.

1- 5 - Intervenants

La maîtrise d’ouvrage est assurée par Université de Bretagne Occidentale, représentée par le Président de l'Université de Bretagne Occidentale.

Adresse et coordonnées :

Présidence de l'UBO
3, rue Matthieu Gallou
CS93837
29238 Brest Cedex 3
Téléphone : 02 98 01 60 11
Courriel : daj.commandepublique@univ-brest.fr

La maîtrise d’œuvre est assurée par la Direction patrimoine de l’Université, le service technique de l’IUT de BREST, le service technique de l’IUT de QUIMPER, le service technique des INSPE de Bretagne ou un maître d’œuvre missionné par l’Université de Bretagne Occidentale.

Article 2 : Prix du contrat

2-1 – Caractéristiques des prix

Les prix du contrat sont **unitaires**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

2-2 – Modalités de variation des prix

Les prix sont révisés annuellement par application au prix du contrat, d’un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$Cn = 0,125 + 0,875 (In/Io)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- Io : valeur de l’index de référence, à la date de remise des offres
- In : dernière valeur de l’index de référence à la date M0 + 12 Mois, (et ensuite M0+24, M0+36, etc...), avec M0 correspondant à la date de remise des offres.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

L’index de référence I sera l’indice INSEE de **prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin** – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764262

Les révisions de prix seront payées au(x) seul(s) titulaire(s).

Aucune somme issue des révisions de prix ne sera versée aux éventuels sous-traitants

2-3 – Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG F.C.S., les prix unitaires mentionnés au BPU sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris **les frais généraux**, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Pour les coûts horaires indiqués dans le BPU, le titulaire devra décrire dans les devis le détail des prestations correspondantes à ces coûts horaires.

- TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'auto-liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant qui aura fait l'objet d'une acceptation au préalable par le maître d'ouvrage et d'un agrément de ses conditions de paiement dans le respect de l'article L2193-1 du Code des Marchés Publics adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Article 3 : Modalités de règlement des comptes

3-1 – Présentation des demandes de décompte

Le titulaire adresse son projet de décompte conformément à l'article 11.3 du CCAG F.C.S.

Le mode de règlement choisi par l'Université de Bretagne Occidentale est le virement administratif.

Contenu du projet de décompte

Le projet de décompte est daté, il mentionne les références du contrat ainsi que, selon le cas :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les prix du BPU multipliés par les quantités commandées
- les prix pourront être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du contrat ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Le projet de décompte est envoyé au maître d'ouvrage via Chorus Pro, et une copie par mail sera adressée simultanément à l'adresse suivante :

secretariat.patrimoine@univ-brest.fr

Si la commande correspond à un chantier où la maîtrise d'œuvre est confiée par l'Université à un tiers (cf article I.5). Le titulaire adresse en complément et de manière simultanée une copie par mail au Maître d'œuvre désigné et ce pour notamment matérialiser les délais de paiement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des projets de décompte. Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Les intérêts moratoires seront appliqués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Acceptation du projet de décompte par le pouvoir adjudicateur :

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte.

Il le complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Le Maître d'œuvre arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans le projet de décompte, il le notifie au titulaire.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de l'Université de Bretagne Occidentale.

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de l'Université de Bretagne Occidentale.

3-2. Conditions de paiement

- Adresse de remise des demandes de paiement :

Direction des Affaires Financières
Présidence de l'UBO
3, rue Matthieu Gallou - CS93837
29238 Brest cedex 3

Modalités de facturation : via CHORUS PRO

- Comptable assignataire des paiements :

M. l'Agent comptable de l'Université de Bretagne Occidentale
Présidence de l'UBO - Agence comptable
3, rue Matthieu Gallou - CS93837
29238 Brest cedex 3

3-3 – Paiement des co-traitants et des sous-traitants acceptés par le Maître d’Ouvrage

Modalités de paiement des co-traitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l’exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l’acte d’engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s’appliquent selon l’article 12.1.3 du C.C.A.G. F.C.S.

Modalités de paiement des sous-traitants acceptés par le Maître d’Ouvrage :

La déclaration de sous-traitance (DC4), précise tous les éléments des articles R2193-14 à R2193-21 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s’il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l’accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l’avis postal attestant que le pli a été refusé ou n’a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s’effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l’accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l’expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n’a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l’avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu’il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n’est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

3-4 : Clauses de financement et de sûreté

Avance :

Conformément à l’article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire si la demande est renseignée dans l’acte d’engagement, lorsque le montant initial d’une commande pour une opération est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d’exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l’avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du montant de la commande, y compris dans le cas où sa durée est supérieure à 12 mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00 % du montant initial du contrat.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées à l'article R2193-17 du code de la commande publique.

Article 4 : Clause d'insertion professionnelle

Sans objet

Article 5 : Délai d'exécution

5-1 - Délai de préparation :

Il n'est pas fixé de période de préparation, sauf pour la réalisation de chantiers dont le maître d'œuvre estime qu'elle est nécessaire pour mener les études et leurs validations ou les approvisionnements. Dans ce dernier cas, la durée de cette période de préparation sera définie par le Maître d'Ouvrage qui validera sa date de départ et sa durée ; elle ne pourra pas excéder 2 mois et être inférieure à 15 jours. La réception du bon de commande vaut ordre de service.

5-2 - Calendrier détaillé d'exécution :

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG F.C.S., le délai d'exécution du titulaire s'insère dans le délai d'ensemble des entreprises présentes sur le chantier, conformément au planning prévisionnel d'exécution des travaux établi par l'Université, en concertation avec l'ensemble des entreprises intervenantes.

Le « jour J0 » de commencement du calendrier des travaux dépendra de la date de mise à disposition des locaux par l'université, aux entreprises.

Le « jour J0 » sera signalé au titulaire par l'envoi d'un mail avec accusé de réception par l'Université, indiquant la date de commencement du planning prévisionnel.

Le planning prévisionnel d'exécution et la date de commencement de chantier seront validés par le titulaire, pour chaque chantier, par retour de mail dans un délai maximal de 7 jours à réception du mail. L'absence de retour dans le délai requis vaudra par défaut acceptation sans réserve

Le titulaire devra signaler au Maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, les problèmes susceptibles de se poser avant de commencer ses travaux. Il doit s'assurer de disposer en temps utile des matériels nécessaires à l'exécution du contrat. Aucun retard de livraison ne pourra être invoqué par la suite, pour justifier de retard à l'avancement du chantier.

Passé le délai de concertation sur la base du planning prévisionnel celui deviendra le planning contractuel pour la réalisation de l'opération.

Il sera communiqué lors de chaque chantier au service de la commande publique pour notamment enregistrer la durée globale.

Article 6 : Pénalités

6-1 – Pénalités relatives à l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 14 du CCAG F.C.S., des pénalités pourront être appliquées suivant les situations décrites ci-dessous.

t appliquées et seront définitives.

Cependant, si le montant total des pénalités ne dépasse pas 1 000 € H.T., ces dernières ne seront pas dues.

Les pénalités résultant d'une défaillance du sous-traitant seront appliquées au titulaire du marché

Pénalité forfaitaire : Absence à la visite d'inspection commune préalable Suite à convocation du coordonnateur S.P.S.,	
250.00 € HT par absence.	
Pénalité journalière : Retard dans la communication du PPSPS	
250.00 € HT par jour de retard.	
Pénalité journalière : non-respect des consignes S.P.S., hygiène et sécurité sur le chantier notifiées sur le compte-rendu du coordonnateur S.P.S.,	
250.00 € HT par jour de retard.	

Pénalité journalière : retard sur planning contractuel	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 1000€.

Toutefois, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité, de résorber/restituer les pénalités de « retard sur planning contractuel ».

Par ailleurs, le titulaire du contrat ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux, soit du fait d'une autre entreprise dans le cas d'une opération allotie ou de l'Université.

Pénalité journalière : retard sur les plans de réservation, plans de calepinage, notes de calcul et autres documents nécessaires aux dimensionnements des ouvrages et/ou à leur validation par le maitre d'ouvrage/maitre d'œuvre	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 1000€.

Pénalité journalière : retard sur la transmission des documents nécessaires à la tenue des OPR	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 1000€.

Pénalité journalière : retard sur la transmission des Dossier des Ouvrages Exécutés	
Pour chacun des 15 premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
1/500 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 300 €	1/200 ^{ème} du prix du bon de commande HT avec un minimum de 1000€

Pénalité forfaitaire : Absence aux réunions de chantier et/ou aux réunions de synthèse
350.00 € HT par absence.
Pénalité forfaitaire : Retard de plus de 15 mn à une réunion de chantier et/ou à une réunion de synthèse
100.00 € HT par retard.

En cas d'impossibilité d'être présent le correspondant désigné au sein de l'entreprise titulaire se fera représenter par une personne de l'entreprise au fait du ou des sujets à traiter en séance.

Pénalité journalière : Défaut de nettoyage quotidien.,
100.00 € HT par jour de retard.
Pénalité journalière : Défaut de nettoyage de fin de chantier.
250.00 € HT par jour de retard.

En cas de carence sur la bonne tenue du chantier (absence du nettoyage du chantier et des zones de travail), la pénalité précédemment définie sera appliquée au titulaire. La date de début du décompte T0 sera déterminée à J+1 de la date de notification par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre. La notification sera faite par courriel adressé au titulaire ou au travers du compte rendu de chantier hebdomadaire

Pénalité forfaitaire : Absence du port de la carte d'identification professionnelle.,
100.00 € HT par constat.

6-2 – Pénalités relatives à la clause d'insertion sociale

Sans objet

Article 7 : Sécurité et protection de la santé

7-1 – Plan de prévention

Lors de la notification du contrat, un plan de prévention sera établi entre le titulaire et la Direction du Patrimoine de l'Université.

Ce plan de prévention sera renouvelé tous les ans, pendant toute la durée du contrat.

Un plan de prévention sera établi également entre la Direction Patrimoine de l'Université et les entreprises sous-traitantes qui auront fait l'objet d'une acceptation préalable par le maître d'ouvrage et d'un agrément de ses conditions de paiement dans le respect de l'article L2193-1 du Code des Marchés Publics.

Des plans de prévention particuliers pourront être réalisés selon la spécificité de certains chantiers entre le titulaire et le service demandeur de l'Université (Direction patrimoine de l'Université, le service technique de l'IUT de BREST, le service technique de l'IUT de QUIMPER, le service technique de l'INSPE de BRETAGNE).

7-2 – Coordination SPS

Suivant les chantiers et pour prévenir les risques liés à la co-activité entre les intervenants, une coordination SPS sera mise en place, conformément aux articles R-4532 du code du travail.

Dans le cadre de cette coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), par le titulaire, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité.

Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Les sous-traitants qui auront fait au préalable l'objet d'une acceptation par le Maître d'Ouvrage et d'un agrément de ses conditions de paiement dans le respect de l'article L2193-1 du Code des Marchés Publics seront tenus de réaliser une inspection commune préalable. Cette dernière sera réalisée en présence du titulaire « rattaché » à la sous-traitance.

Dans tous les cas, les plans particuliers devront être remis au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS), avant le début des travaux. Par ailleurs, ils seront au besoin corrigés par le titulaire sur la base des observations faites par le CSPS dans un délai ne pouvant excéder 5 jours ouvrés à réception de la demande.

Article 8 : Dispositif de lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-1 du Code du Travail, le titulaire est tenu de joindre à son dossier de candidature les pièces suivantes :

- les pièces prévues aux articles D. 8222-4 et D. 8222-5 du Code du Travail s'il est établi en France ou celles prévues aux articles D. 8222-6 à D. 8222-8 du même code s'il est établi à l'étranger.
- les pièces prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement que sont les URSAFF, les caisses de mutualité sociale agricole et ce dans les conditions de l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité Sociale.

En cours d'exécution du contrat, le titulaire est tenu de fournir tous les 6 mois les pièces exigées ci-dessus.

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, le titulaire encourt des pénalités dont le montant sera de 5% du montant du contrat sans que cette pénalité ne puisse excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit soit d'appliquer les pénalités définies dans le présent CCAP, soit de rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et au risque du titulaire.

Conformément à l'article L8291-1 du Code du Travail, la carte d'identification professionnelle sécurisée des salariés du secteur du BTP est obligatoire pour toute personne travaillant sur un chantier. Les intervenants sur chantier de l'entreprise titulaire (inclus les sous-traitants ayant fait l'objet au préalable d'une acceptation par le Maître d'Ouvrage et un agrément de ses modalités de paiement) sont tenus de porter de manière visible cette carte d'identification professionnelle. A défaut ils seront selon les situations soit interdire l'accès au chantier soit en être immédiatement exclus par le Maître d'Ouvrage ou son représentant

Article 9 : Réalisation des ouvrages

9-1 - Conditions de réalisation des prestations

Autorisations administratives :

L'acheteur a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

Installation de chantier :

Le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

9-2 - Caractéristiques des matériaux et produits

Provenance, qualité et prise en charge des équipements, matériels et produits

Les équipements, matériels, produits ou composants de construction qui sont mis en œuvre sont ceux dont les fiches techniques auront été transmises par le titulaire dans son offre et ayant été chiffré au travers du Bordereau de Prix Unitaire (BPU).

En notifiant le marché le pouvoir adjudicateur a notamment validé les performances techniques des dites références

Le titulaire ne peut remplacer un produit référencé au marché sans que le Maître d'ouvrage l'y autorise

Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

Ces nouvelles références, autorisées par le maître d'ouvrage, seront intégrées au B.P.U.

Les équipements, matériels, produits ou composants de construction utilisés pour l'exécution du contrat doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le titulaire est tenu de mettre à disposition du Maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur utilisation.

Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les éventuels vérifications et essais tant qualitatifs que quantitatifs sont identifiés dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP).

Le Maître d'ouvrage ou son représentant, sur proposition du Maître d'œuvre, peut décider de faire exécuter des essais et vérification en sus de ceux définis dans le contrat :

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le Maître d'Ouvrage.

Article 10 : Implantation des ouvrages

Sans objet

Article 11 : Études d'exécution et cellule de synthèse

11-1 – Etudes d'exécution

Suivant l'importance du chantier, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre, les plans d'exécution des ouvrages.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux (y compris plans d'atelier et de chantier), sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre et du bureau de contrôle avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions, à savoir : le titulaire fournit au maître d'œuvre l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution du ou des ouvrages qu'il doit réaliser. Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire ou par son représentant. S'ils sont transmis sous forme électronique, tous ces documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec le logiciel version Autocad 2010.

S'ils sont transmis sous forme papier, tous les documents doivent être fournis au maître d'œuvre en deux exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

Le circuit de transmission détaillé des documents sera précisé lors de la réunion de démarrage du chantier.

11-2 – Cellule de synthèse

Suivant l'importance du chantier et les différents corps d'état présents, une cellule de synthèse sera mise en place, elle sera animée par le maître d'œuvre.

Les titulaires des lots seront tenus de se présenter et de fournir les éléments nécessaires lors de ces réunions de synthèse, sur convocation du maître d'œuvre

Article 12 : Installation et organisation du chantier

12-1 - Installations de chantier

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Il est rappelé que le chantier à réaliser est soumis aux contraintes de travaux en site occupé.

Les branchements nécessaires sur le réseau d'électricité et le réseau d'alimentation en eau seront précisés par la Direction Patrimoine, selon les chantiers.

12-2 - Signalisation des chantiers

Se référer au Plan d'Installation de Chantier approuvé par le Maître d'ouvrage et spécifiques à chaque chantier.

12-3 – Nettoyage de chantier

Nettoyage en cours de chantier

Le titulaire devra maintenir quotidiennement pendant la durée de ces travaux, l'ordre du chantier et de ses abords par le rangement de son matériel, l'enlèvement des gravats, déchets et emballages vides, matériels déposés non récupérés, etc...

La poussière devra être aspirée et non balayée.

Le titulaire assurera lui-même l'enlèvement le transport et le tri des déchets, conformément à l'article 13 du présent CCAP.

Les frais de protection et de nettoyage des locaux, seront compris dans l'offre globale de prix.

Dans le cas où le titulaire tenterait de se soustraire à cette obligation, soit en dissimulant ses résidus, soit en ne se conformant pas strictement aux ordres du maître d'œuvre, celui-ci se réservera le droit de faire procéder, par tous les moyens à sa convenance, au nettoyage des lieux aux frais du titulaire.

Nettoyage en vue de la réception

Le titulaire devra réaliser le nettoyage complet des locaux concernés par le chantier avant réception des travaux :

- Nettoyage des salissures qui seront apparues sur les murs ou les menuiseries, à cause du chantier,
- Nettoyage des salissures ou poussières apparues sur les mobiliers, dues au chantier
- Nettoyage à l'aspirateur des revêtements de sol, des caniveaux techniques, des fonds d'armoires ou de tableaux des locaux, etc...où l'entreprise a travaillé,
- Nettoyage humide (serpillière, etc...) des revêtements de sols
- Etc.

Article 13 : Gestion des déchets de chantier

Le candidat indiquera dans son offre le schéma d'organisation et de gestion des déchets, qu'il mettra en place sur les chantiers et au sein de son entreprise dans le respect de la réglementation en vigueur.

13-1 – Généralités

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du contrat, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Le code de l'environnement précise que tout producteur et détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers

Le titulaire devra s'assurer que son prestataire est bien habilité à prendre en charge ses déchets et que leur gestion et traitement s'effectuent conformément à la réglementation

D'autre part, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les « chutes » résultant de ces interventions.

13-2 – Textes réglementaires

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur, faisant référence à la gestion des déchets, en particulier les textes suivants :

- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la Loi 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux)
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, articles 186 à 209, relative aux déchets
- Directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008, relative aux déchets
- Décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets
- Décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets
- Décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets
- Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets
- Décrets n° 2021-821 et 822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fractions minérales et de plâtres
- Décision n° 2000/532/CE du 03/05/00, relative à la nomenclature des déchets
- Circulaire 2000-92 du 21 décembre 2000, relative au transport des déchets inertes
- Arrêté du 5 décembre 1996 (arrêté ADR) et arrêté du 28 janvier 2008 relatif au transport de marchandises dangereuses par route (dit « arrêté ADR »)
- Article 84 du Règlement sanitaire départemental type et article 7 de la Loi 75-633 du 15 juillet 1975 modifié, relatif au brûlage des déchets sur le chantier ou en dehors
- Article R541-45 du code de l'environnement, relatif au bordereau de traçabilité des déchets
- Articles R543-66 à R543-74 du code de l'environnement, relatifs aux obligations liées aux emballages

13-3 – Gestion et tri des déchets

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter les quantités de déchets des catégories les plus impactantes pour la santé et l'environnement.

Conformément à l'article L541-7-2 du Code de l'environnement, le titulaire devra éviter tout mélange de déchets dangereux entre eux et avec d'autres catégories de déchets (déchets inertes et déchets non dangereux)

Concernant les déchets inertes et non dangereux, le titulaire devra trier, sur chantier ou en centre de tri hors chantier, suivant le volume de déchet, en séparant les 7 catégories de déchets (« tri sept flux ») suivants :

- Fractions minérales
- Plastiques
- Métal
- Verre
- Papier/carton
- Bois
- Plâtre

13-4 – Traçabilité et suivi des déchets

Le titulaire a obligation de tenir un registre des « déchets sortants » compilant les informations sur l'ensemble des déchets produits par l'entreprise.

Un bordereau de dépôt devra être remis par l'installation de collecte des déchets au titulaire, qui vient y déposer ses déchets inertes et non dangereux ;

Le titulaire doit co-remplir ce document en y indiquant :

- Sa raison sociale, son numéro de SIRET ou SIREN et son adresse
- Les informations concernant le ou les maîtres d'ouvrage des chantiers d'où proviennent les déchets (noms ou raisons sociales, adresses, numéros SIRET ou SIREN) ; plusieurs maîtres d'ouvrage peuvent être concernés notamment en cas de mélange de déchets de plusieurs chantiers.

Ce bordereau est à conserver par l'entreprise et à présenter sur demande au maître d'ouvrage du chantier ou en cas de contrôle.

Concernant les déchets dangereux, ils font l'objet d'une procédure d'acceptation en installation de traitement de déchets et d'une traçabilité spécifique :

Un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) et pour les déchets d'amiantes, un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA) sont à remplir conjointement par l'entreprise avec les détenteurs successifs des déchets (transporteurs, installation de collectes, etc...) jusqu'à l'élimination du déchet.

Ces bordereaux BSDD ou BSDA sont à conserver pendant 5 ans par le titulaire et 1 exemplaire à remettre au maître d'ouvrage lors de chaque chantier.

Article 14 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

14-1 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et déchets devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état. L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour défini dans le planning des travaux et à minima un jour avant la réception du chantier

14-2 - Essais et contrôles des ouvrages

Les entreprises devront effectuer au minimum, avant réception et à leur charge, les essais et vérifications, validés par les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC), dans la mesure où ils s'appliquent aux installations techniques concernés.

Ces attestations devront être envoyées pour examen au Maître d'œuvre.

Le Maître d'Ouvrage ou son représentant, sur proposition du Maître d'œuvre, se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le contrat.

Les premiers essais, définis par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage ou son représentant, seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge du titulaire. Le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

14-3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents suivants :

- plans d'exécutions conforme aux ouvrages exécutés
- notices de fonctionnement
- prescriptions de maintenance

Conformément au C.C.T.P., les Dossiers des Ouvrages Exécutés seront à fournir en 1 exemplaire papier couplé à une version numérique.

Les plans d'exécution seront transmis au format autocad 2010.

Une version numérique du dossier des ouvrages exécutés sera remise au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

14-4 - Travaux non prévus

Si au cours d'un chantier, des prestations supplémentaires non prévues à l'origine du projet sont à réaliser, elles devront faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Ouvrage (C.R. de chantier, etc...) et un bon de commande complémentaire, correspondant à ces prestations devra être émis, par le Maître d'Ouvrage.

Pour les prestations non décrites dans le B.P.U. et réalisées en cours de marché, elles seront ajoutées au B.P.U.

Article 15 : Réception des travaux

15-1 - Dispositions applicables à la réception

La réception définitive a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (tous lots confondus) ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sont avisés par le(s) titulaire(s) du ou des lots de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux C.C.T.P.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

Les garanties constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du contrat, débiteront à la réception de l'ouvrage.

A défaut de la réalisation d'une opération de réception, le mandatement, par l'Université, du solde du bon de commande vaut réception des travaux.

15-2 - Réception partielle et prise de possession anticipée

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou d'un ensemble de prestations pourra être réalisée, par suite d'une notification par ordre de service et par la réalisation d'un état des lieux contradictoires entre l'acheteur et le titulaire.

Pour les ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie courra à compter de la date de réception définitive de l'ensemble des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à autant de réceptions partielles qu'il jugera utile pour maintenir la continuité de fonctionnement du site.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble pour l'ensemble des travaux.

15-3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

La mise à disposition d'ouvrage ou parties d'ouvrages pourra être réalisée dans les conditions suivantes :

- réalisation d'un état des lieux contradictoires entre l'acheteur et le titulaire, avant la mise à disposition
- réalisation d'un état des lieux contradictoires entre l'acheteur et le titulaire, après la mise à disposition

Sous réserve des conséquences de malfaçon, qui lui sont imputables, le titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages, pendant toute la durée, où ils sont mis à disposition du maître d'ouvrage.

15-4 – Levée des réserves

Les levées des réserves seront réalisées dans un délai maximal fixé à un mois. Au cas où ces travaux ne seraient pas réalisés dans ce délai, le Maître d’Ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Article 16 : Garanties et assurances

16-1 - Délais de garantie

Le délai de garantie des prestations est fixé à 24 mois à compter de la date de la décision d’admission.

Conformément à l’article 33.5 du CCAG F.CC.S., les délais pourront être allongés par décision du pouvoir adjudicateur.

16-2 - Garanties particulières

Sans objet.

16-3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d’exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu’ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d’accidents ou de dommages causés par l’exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s’inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil, et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l’article 1792-3 du Code civil.

Article 17 : Résiliation du contrat

Seules les stipulations du CCAG F.C.S., relatives à la résiliation du contrat, sont applicables.

D’autre part, en cas d’inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et l’arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l’attribution des contrats de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le contrat.

En cas de non-respect des dispositifs de lutte contre le travail dissimulé, les conditions de résiliation énoncées au paragraphe 8 du présent C.C.A.P. sont applicables.

Article 18 : Clauses complémentaires

18-1 - Correspondance.

Toute correspondance relative au contrat doit être rédigée en français.

Elle devra être adressée à :

Monsieur le Président de l'Université de Bretagne Occidentale
Service de la commande publique
3, rue Matthieu Gallou
29238 BREST CEDEX 3.

18-2 - Prolongation des délais, sursis, pénalités.

Le Président de l'Université de Bretagne Occidentale signera les décisions relatives aux octrois de prolongation de délais ou de sursis de livraison ainsi que celles concernant les exonérations de pénalités.

18-3- Site occupé

La majorité de ces chantiers, au sein des campus universitaires se dérouleront en site occupé.

Par conséquent, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interrompre le chantier pour des raisons de contraintes inhérentes à l'activité du site, et notamment des périodes d'examens.

Le nombre de jours d'immobilisation sera ajouté au délai global de réalisation du chantier.

Le titulaire ne pourra pas faire valoir ces arrêts pour justifier une rémunération complémentaire ou bien pour justifier de son propre retard de réalisation.

Article 19 : Droit et langue

En cas de litige relatif à l'exécution du contrat, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents. Dans le cas présent, seul le Tribunal Administratif Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 20 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux CCAG F.C.S., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 5.2 déroge à l'article 13.1 du CCAG F.C.S.

L'article 6.1 déroge à l'article 14 du CCAG F.C.S.